Une pratique encore peu répandue

L'évaluation économique des politiques éducatives en Suisse

Assessment of educational policies in Switzerland : still uncommon practice

Una práctica todavía poco extendida. La valoración de las políticas educativas en Suiza

Siegfried Hanhart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2983>

DOI : 10.4000/ries.2983

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999

Pagination : 53-61

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Siegfried Hanhart, « Une pratique encore peu répandue », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 22 | 1999, mis en ligne le 13 mai 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2983> ; DOI : 10.4000/ries.2983

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Une pratique encore peu répandue

L'évaluation économique des politiques éducatives en Suisse

Assessment of educational policies in Switzerland : still uncommon practice

Una práctica todavía poco extendida. La valoración de las políticas educativas en Suiza

Siegfried Hanhart

- 1 Le lecteur sera certainement surpris d'apprendre que jusqu'à une période récente les politiques éducatives mises en œuvre en Suisse ne faisaient pas l'objet de véritables évaluations économiques. Et pourtant, l'effort public en faveur de l'enseignement et de la formation professionnelle est important : les dépenses publiques d'enseignement et de formation professionnelle ont varié entre 5,1 et 5,8 % du produit intérieur brut de 1980 à 1996¹ ; ces mêmes dépenses représentent actuellement près de 19 % du total des dépenses publiques en Suisse². Comment alors expliquer cette quasi-absence d'évaluation des politiques éducatives ? Différentes réponses peuvent être apportées à cette interrogation.
- 2 Le taux de croissance annuel moyen élevé de l'économie suisse de 1950 jusqu'au milieu des années 1970³ a développé et progressivement ancré dans la population l'idée que les systèmes scolaires, universitaires et de formation professionnelle en Suisse produisaient les qualifications dont l'économie avait besoin pour assurer son expansion. Ce sentiment d'adéquation entre les prestations des systèmes éducatifs et les demandes des entreprises était conforté par un taux de chômage très bas jusqu'au début des années 1980 ; implicitement, tant les décideurs politiques que les employeurs admettaient l'efficacité des politiques éducatives. Nous nous interrogerons par la suite sur une éventuelle inadéquation des politiques éducatives en regard de l'accroissement et de la persistance du chômage dans notre pays depuis une dizaine d'années.
- 3 Les dépenses publiques en Suisse ont connu une forte augmentation de 1950 à 1989, facilitée par la croissance du produit intérieur brut⁴ ; cette dernière a généré un accroissement des recettes fiscales, particulièrement marqué de 1965 au milieu des années 1970⁵. Les systèmes éducatifs ont largement participé à l'expansion des dépenses publiques. Cependant dès la fin des années 1970, les déficits annuels cumulés des finances publiques (les dépenses augmentant plus rapidement que les recettes) vont inciter les

élus fédéraux, cantonaux et communaux à adopter des mesures de stabilisation, voire de réduction des dépenses publiques. Toutefois, la précarité des finances publiques n'entraînera pas la mise en place de procédures d'évaluation des politiques publiques. Ultérieurement, les édiles politiques opteront parfois pour des analyses de services administratifs, en vue d'y introduire les principes de la « nouvelle gestion publique » (*New Public Management*). Nous reviendrons par la suite sur la préférence accordée par les instances politiques à l'évaluation de services de l'administration publique, plutôt qu'à l'évaluation des politiques publiques.

- 4 L'existence de vingt-six systèmes scolaires cantonaux et une répartition complexe du pouvoir de décision entre la Confédération, les cantons et les communes rendent d'autant plus difficile l'évaluation des politiques éducatives en Suisse⁶. Mais, comme nous le constaterons ultérieurement, la comparaison du fonctionnement des systèmes scolaires cantonaux à l'aide d'indicateurs appropriés est aujourd'hui admise et il s'agit d'un pas important en direction de l'évaluation des politiques éducatives.
- 5 Cependant, depuis le début de la présente décennie, nous discernons en Suisse une nouvelle préoccupation de transparence du fonctionnement du système éducatif et d'évaluation dudit système sous différents angles, dont l'approche économique. Nous en voulons pour preuve l'élaboration et la diffusion d'indicateurs de l'enseignement⁷ et la réalisation entre 1992 et 1998 d'un programme national de recherche intitulé *Efficacité de nos systèmes de formation*, doté d'un budget de quinze millions de francs suisses⁸. Tant les indicateurs que le programme national susmentionné permettent de poser les jalons d'une évaluation économique des politiques éducatives en Suisse. Il convient dès lors de s'interroger : pourquoi cet intérêt pour l'évaluation des politiques éducatives ? S'agit-il d'un phénomène conjoncturel ?

Le tournant des années 1990

- 6 Comme nous l'avons relevé précédemment, le sentiment a longtemps prévalu que les systèmes scolaires et de formation professionnelle en Suisse fonctionnaient en adéquation avec les besoins des individus et de la société. Par exemple, le niveau de formation certifiée de la population a progressivement augmenté⁹ ; relevons cependant que, si l'on observe en 1990 une légère augmentation du niveau de formation des jeunes de 16 à 19 ans par rapport à leurs parents, on ne saurait en conclure à une réduction significative des inégalités sociales dans le système éducatif¹⁰. Toutefois cette dernière observation n'a jamais été assimilée en Suisse à une conséquence négative des politiques éducatives menées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, la montée du chômage des jeunes au début des années 1990 – bien que les taux de chômage annuels en Suisse fussent inférieurs à ceux des autres pays de l'OCDE – a frappé par son ampleur par rapport aux autres tranches d'âge et, surtout, par le fait qu'il concernait également des individus scolairement ou professionnellement qualifiés. Plus surprenant encore, la Suisse latine présentait des taux de chômage des jeunes de 16 à 24 ans très supérieurs à ceux de la Suisse alémanique. Ces différences de taux de chômage révélaient-elles des modes de fonctionnement et des efficacités différentes des systèmes d'enseignement et de formation, selon les régions linguistiques ? En d'autres termes, certaines politiques éducatives s'avèreraient-elles plus appropriées que d'autres dans la conjoncture économique des années 1990¹¹ ? Ces auteurs imputent notamment ces taux de chômage

différents à des voies et à des choix de formation révélateurs de politiques éducatives contrastées :

« En Suisse alémanique, la formation des jeunes est axée essentiellement sur l'acquisition d'un métier, d'un savoir-faire à la fois pratique et théorique [...] La Suisse latine [...] privilégie la formation dite académique [...] ».

- 7 D'autres économistes¹² partant du constat que le chômage frappe fortement et durablement les travailleurs étrangers dont le niveau de formation est généralement inférieur à la population indigène, en déduisent que le chômage ne saurait être attribué à un mauvais fonctionnement des systèmes scolaires et de formation professionnelle en Suisse, mais à un échec de la politique migratoire helvétique. Il n'y a pas lieu ici de prolonger la discussion sur une éventuelle inefficacité des systèmes de formation suisses, mais de remarquer que le chômage de ces dix dernières années a incité les économistes et les décideurs politiques à s'intéresser de plus près aux effets des politiques éducatives sur l'emploi.
- 8 Citons encore un autre exemple d'évaluation économique récente des systèmes de formation. En Suisse, près de 60 % des jeunes entreprennent à l'issue de la scolarité obligatoire un apprentissage professionnel dual ; dans ce mode de formation, l'apprenti partage son temps entre une école professionnelle (un jour et demi à deux jours par semaine) et une entreprise (trois à trois jours et demi) dont il perçoit une rémunération pour son apport productif. Or, au cours des dix dernières années, le nombre de places d'apprentissage offertes par les firmes a régulièrement diminué, laissant craindre que des jeunes de quinze à seize ans soient privés de possibilités de formation. Différentes propositions ont été formulées afin de revitaliser l'apprentissage dual, entre autres l'imposition d'une taxe aux entreprises renonçant à accueillir des apprentis et le versement de subventions aux firmes formatrices. Une telle proposition aurait eu pour conséquence de modifier considérablement l'une des données essentielles de l'apprentissage dual, à savoir l'adhésion volontaire des entreprises à la politique de formation professionnelle de base. À cette époque, nous avons mené une recherche sur les coûts de la formation des apprentis à la charge des firmes et sur les motivations des entreprises à former ou à ne pas former des jeunes¹³. Il est ressorti de cette étude que les coûts nets de formation (après déduction de l'apport à la production des apprentis) sont surtout élevés pour les grandes entreprises, les petites équilibrant pratiquement leurs dépenses par la valeur de la production des apprentis. Il est également apparu que les entreprises qui ne formaient pas de jeunes n'invoquaient pas prioritairement le niveau des coûts de formation. Les autorités fédérales s'apprêtent à financer un programme de mesures de relance de l'apprentissage auprès des entreprises, et nous observons que les incitations purement financières ont été abandonnées au profit de différentes mesures visant à alléger la tâche des entreprises, sans pour autant dénaturer l'apprentissage dual¹⁴.
- 9 Simultanément à l'émergence du chômage des années 1990, la situation des finances publiques en Suisse s'est détériorée. Dans la mouvance néo-libérale, des voix se sont élevées pour prôner une certaine déréglementation économique¹⁵ et une libéralisation des marchés éducatifs¹⁶. Cependant, le déséquilibre des finances publiques - dans un pays où les citoyens disposent d'un droit étendu de référendum en matière fiscale ! - a surtout provoqué un regain d'intérêt pour le fonctionnement des administrations publiques ; ce nouvel intérêt s'est traduit par une double volonté : d'une part, d'améliorer l'efficacité¹⁷ des services publics (par exemple dans le domaine de la santé) et d'autre part, de mesurer

plus systématiquement l'efficacité des administrations publiques. De nombreux services publics ont fait l'objet ces dernières années d'analyses visant à en accroître l'efficacité (réduction des coûts de fonctionnement) ; parfois les autorités publiques ont tenté de réformer le mode de gestion de certains services par l'introduction des principes de la nouvelle gestion publique. Dans le secteur de l'enseignement et de la formation, les principales mesures ont consisté à stabiliser, voire à diminuer les dépenses (gel des salaires, réduction du nombre de postes d'enseignants, augmentation des effectifs d'élèves par classe, etc.). Mais l'exercice auquel les décideurs politiques sont soumis est périlleux, car il s'agit de concilier deux exigences difficilement compatibles : stabiliser, voire réduire les moyens disponibles, tout en préservant la qualité et l'accès à la formation, alors que les facteurs déterminants du développement des systèmes publics d'enseignement et de formation de l'après-guerre (besoins des entreprises, croissance démographique) perdurent aujourd'hui¹⁸. Mais les difficultés budgétaires auxquelles les responsables des systèmes scolaires et de formation ont été confrontés, ont sans doute aussi favorisé la conception et la production d'indicateurs de l'enseignement en Suisse, dans le prolongement des indicateurs de l'enseignement de l'OCDE. Cette production d'indicateurs n'est pas allée de soi dans un pays dépourvu d'un ministère fédéral de l'éducation, où les cantons défendent vigoureusement leurs prérogatives et leur autonomie en matière scolaire.

- 10 Mentionnons ici la genèse des indicateurs de l'enseignement en Suisse : l'Office fédéral de la statistique a transmis (et continue de transmettre) à l'OCDE les données statistiques indispensables à l'élaboration des indicateurs suisses intégrés dans les indicateurs internationaux de l'enseignement¹⁹. Cet office a également entrepris en collaboration avec une instance intercantonale – la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique – l'élaboration et la publication d'indicateurs internationaux qui

« contribuent à apporter les informations nécessaires et à faciliter la compréhension du système éducatif suisse. Ils cherchent à en exprimer le plus clairement possible les éléments et les interactions essentiels [...] Les processus de décision au sein du système éducatif représentent [...] autant de processus de communication dans lesquels interviennent un grand nombre d'acteurs [...] C'est à ce stade que les indicateurs de l'enseignement peuvent remplir leur fonction essentielle : susciter et jalonner des discussions, mettre en évidence certains problèmes, encourager l'examen plus approfondi de certaines questions²⁰ ».

- 11 Les indicateurs de l'enseignement portent sur le contexte (niveau de formation de la population, produit intérieur brut, etc.), sur les processus (organisation, moyens financiers et humains engagés) et sur les résultats (diplômés, performances des élèves, formation et revenus, formation et emploi, formation et état de santé, etc.). De tels indicateurs fournissent donc d'importants éléments d'appréciation de l'efficacité (coûts et performances) et de l'efficacité comparées des systèmes scolaires cantonaux, dans un contexte national et international. Ils devraient susciter des approfondissements économiques (par exemple sous la forme d'analyses des facteurs déterminants de l'efficacité et de l'efficacité des systèmes cantonaux d'enseignement et de formation), et pourtant les indicateurs sont encore peu utilisés dans l'évaluation des politiques et des systèmes éducatifs. S'agit-il d'un problème de culture politique fondé sur :

- la conviction de l'efficacité des politiques publiques et des doutes quant à l'utilité des évaluations ?
- la crainte de la mise en évidence de divergences entre groupes sociaux quant aux finalités des politiques scolaires ou de formation professionnelle ?

- la complexité des processus de prise de décisions politiques et la difficulté de procéder à des évaluations englobant tous les niveaux et acteurs sociaux concernés ?
 - une réticence à la comparaison (internationale ou intercantonale) par crainte d'être mal « classé » ?
- 12 Sans doute la faiblesse de l'évaluation des politiques éducatives en Suisse relève-t-elle en partie des arguments susmentionnés (et la liste n'est pas exhaustive). Mais en reprenant l'exemple des indicateurs de l'enseignement, nous sommes d'avis que la quasi-absence d'évaluation est révélatrice de deux problèmes plus fondamentaux : d'une part, le manque de spécialistes en évaluation des politiques publiques et, d'autre part, l'inexistence de relais au sein des instances politiques susceptibles d'impulser de telles évaluations et d'en discuter les conclusions. Comment peut-on envisager de remédier à cette double carence ?

Pour une meilleure évaluation des politiques éducatives

Redéfinir le rôle des instances politiques

- 13 Nous avons aussi souligné précédemment que les instances politiques avaient eu tendance à privilégier les audits d'établissements ou de services publics plutôt que d'évaluer l'efficacité et l'efficacités des politiques proprement dites. Dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle, nous aurions pu penser que l'élaboration d'indicateurs allait stimuler l'évaluation des politiques éducatives mises en œuvre par les pouvoirs publics. Or, si les indicateurs de l'enseignement ont rencontré un certain écho parmi les médias, ils n'ont pas suscité un réel intérêt dans les instances politiques : dans aucun parlement fédéral ou cantonal, les députés n'ont débattu des finalités des politiques éducatives, de leur efficacité et efficacité, ou n'ont demandé des analyses complémentaires. D'aucuns rétorqueront que les politiques éducatives ne suscitent généralement pas de débats passionnés ; cependant, nous aurions pu imaginer que la conjoncture économique défavorable (chômage persistant) et les déficits répétés des finances publiques aiguïseraient l'intérêt des députés pour les indicateurs de l'enseignement et les inciteraient à reconsidérer les politiques éducatives.
- 14 Nous pourrions en conclure que cette attitude résulte d'une transmission défectueuse de l'information ou d'une présentation inappropriée. Rappelons que le député suisse – tant au niveau fédéral que cantonal ou communal – n'est pas un parlementaire professionnel et qu'il ne se spécialise généralement pas dans un domaine politique donné (éducation, santé, finances publiques, etc.). Nous retenons l'hypothèse que le député pressé par le temps – eu égard au nombre élevé de sujets traités lors de chaque session parlementaire et à la durée limitée des mandats politiques considérera prioritairement les informations indispensables à la prise de décision immédiate. Dès lors, la difficulté ne réside pas tant dans le transfert de l'information que dans la redéfinition du rôle du politicien. Comme Jacques Hallak et Muriel Poisson, nous pensons qu'il est nécessaire de repenser le rôle des autorités politiques, dans la perspective d'une éventuelle fin du monopole public en éducation et d'une démultiplication des offres éducatives. Cette « légitimité renouvelée des pouvoirs publics » impliquera aussi de nouvelles responsabilités pour les élus politiques, notamment en matière d'évaluation des politiques d'éducation et de réorientation des interventions publiques en éducation²¹.

Former des spécialistes en évaluation

- 15 Mais la quasi-inexistence d'évaluations des politiques éducatives en Suisse ne saurait être imputée aux seuls décideurs politiques. Nous devons aussi admettre qu'il existe peu d'équipes de spécialistes expérimentés, à même de procéder à des évaluations économiques des politiques éducatives. Nous évoquons à dessein des « équipes de spécialistes », car les contextes sociétaux dans lesquels évoluent les institutions éducatives influencent le fonctionnement de ces institutions. Par exemple, nous avons mentionné en introduction que l'action des pouvoirs publics est aujourd'hui fortement imprégnée par les contraintes budgétaires. Aussi,
- « la pluridisciplinarité, voire l'interdisciplinarité, constituent une exigence majeure dans l'analyse des phénomènes et des systèmes éducatifs... Les économistes de l'éducation, s'ils ne veulent confiner leurs travaux et leurs réflexions à un cercle d'initiés, sont contraints de transgresser les frontières disciplinaires et de pénétrer dans une sorte de *no man's land*, c'est-à-dire un espace de confrontations et d'échanges scientifiques avec d'autres spécialistes²²... ».
- 16 Il ne s'agit pas seulement de constituer des équipes pluridisciplinaires d'évaluateurs, mais encore de veiller à ce que chaque spécialiste soit à même de dialoguer avec ses collègues et de contribuer ainsi à une évaluation globale de l'efficacité et de l'efficacé des politiques éducatives. Pour illustrer le propos, citons une expérience d'enseignements pluridisciplinaires, menée à l'université de Genève depuis quelques années. Dans le cadre de la licence en sciences de l'éducation, les étudiants ont la possibilité de suivre des cours de premier et de deuxième cycles regroupés sous l'intitulé « Politique, économie et gestion de l'éducation ». Ces enseignements, organisés selon une logique thématique, proposent des analyses à partir de trois regards croisés : les approches d'un politologue de l'éducation, d'un économiste de l'éducation et d'un spécialiste en gestion des systèmes de formation. Aujourd'hui, l'expérience est encore limitée, mais elle pourrait connaître des développements par l'apport complémentaire d'un spécialiste en éducation comparée et par une offre de cours de troisième cycle.
- 17 Les restrictions budgétaires conduisent inévitablement à opérer des choix. Dans un premier temps, les décideurs politiques en Suisse ont appliqué un principe de coupures budgétaires linéaires, chaque service étant soumis au même pourcentage de réduction des dépenses. Les premières mesures n'étant pas suffisantes au rééquilibrage financier, les autorités politiques ont opté pour des mesures de rationalisation, passant au crible le fonctionnement de certains services publics. Aujourd'hui, plusieurs expériences de nouvelle gestion publique sont en cours. Les prévisions quant à l'évolution des finances publiques s'accordent sur le constat que les années de vaches grasses sont bel et bien révolues. Les préoccupations de préservation de la qualité, de la diversité et de l'accessibilité des offres éducatives demeureront d'actualité ces prochaines années. Aussi, est-il impératif que les autorités politiques disposent d'informations fiables et complètes sur l'efficacité et l'efficacé des politiques éducatives en cours, avant de procéder à d'éventuelles réorientations et redéfinitions d'axes d'interventions publiques. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'évaluation des politiques éducatives nécessite des compétences humaines et des données statistiques adéquates. Un pays dans lequel les pouvoirs publics consacrent près de 6 % du PIB à l'enseignement et à la formation, a intérêt à s'assurer de l'efficacité et de l'efficacé des dépenses éducatives, quitte à

consentir un effort pour se doter des ressources humaines et des données statistiques nécessaires à l'évaluation !

NOTES

1. Office fédéral de la statistique (OFS), *Une sélection des indicateurs de l'enseignement en Suisse. Indices standardisés 1996/1997*, Neuchâtel, « Éducation et science », série 15, 1998, p. 13.
2. Administration fédérale des finances (AFF), *Finances publiques en Suisse 1996*, Berne, « Finances publiques », série 18, 1998, p. 11.
3. Entre 1949 et 1974, le produit national brut s'est accru en moyenne annuelle de 4,3 %, (Union des banques suisses (UBS), 1987, p. 15).
4. Entre 1950 et 1989, les dépenses publiques ont été multipliées par 20, alors que le produit intérieur brut a été multiplié par 15 (Cornevin-Pfeiffer, *op.cit.* note 5, p. 190)
5. Katrin Cornevin-Pfeiffer, Antonio Manzini, « Le financement de l'État », in Luc Weber *et al.*, *Les finances publiques d'un État fédératif*, la Suisse, Paris, *Economica*, 1992, p. 185-263.
6. Au début des années 1990, trois institutions publiques publiaient une brochure de présentation des systèmes éducatifs en Suisse au titre évocateur : *Système de formation en Suisse. Éléments d'une mosaïque*, OFS, AFF et Cesdoc, 1991.
7. OFS, *Les indicateurs de l'enseignement en Suisse*, Berne, 1993, 1995 et *op. cit.* note 1.
8. Informations complémentaires sur ce programme national de recherche sur : [http://agora.unige.ch/pnr33/9 OFS/](http://agora.unige.ch/pnr33/9%20OFS/), *op. cit.* note 1, p. 7-31.
9. OFS, *op. cit.* note 1, p. 7-31.
10. Markus Lamprecht, Hanspeter Stamm, *Soziale Ungleichheit im Bildungswesen*, Bern, Bundesamt für Statistik, 1996, p. 39-40.
11. Christian Lambelet, Jean-Marc Natal, « Chômage des jeunes, valeurs socio-économiques et systèmes éducatifs en Suisse latine », Société suisse pour la recherche appliquée en matière de formation professionnelle, *Panorama*, n° 36, 1995, p. 4.
12. Yves Fluckiger, *Les mutations actuelles de l'emploi et leurs conséquences pour la formation*, Genève, Université (mimeo), 1999 ; Stefan Wolter, *Changements du marché du travail et conséquences pour la formation*, Aarau, Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (mimeo), 1999.
13. Siegfried Hanhart, Hans-Rudolf Schulz, avec la collaboration de Sandra Bossio, *La formation des apprentis en Suisse. Coûts et financement*, Lausanne, Delachaux et Niestlé, coll. « Sciences de l'éducation, série Programme national de recherche 33 », 1998.
14. Nous constatons que plusieurs suggestions formulées dans la conclusion de notre rapport de recherche apparaissent dans le train de mesures de relance de l'apprentissage, financées par la Confédération ; simple coïncidence ou modeste preuve qu'une évaluation économique peut contribuer à la réorientation d'une politique de formation ?
15. David de Pury, Heinz Hauser, Beat Schmid, Mut Zum Aufbruch *Eine Wirtschaftspolitische Agenda für die Schweiz*, Zürich, Orell Füssli Verlag, 1995.
16. Thomas Straubhaar, Manfred Winz, *Reform des Bildungswesens. Kontroverse Aspekte aus ökonomischer Sicht*, Bern, Paul Haupt, 1992.
17. L'efficacité peut être assimilée à la productivité et consiste à mettre en relation la production et les moyens mis en œuvre. L'efficacité établit un lien entre les objectifs assignés à un système éducatif et les résultats atteints.

18. Siegfried Hanart, « Éducation : les coupures budgétaires peuvent être dangereuses, in *Les sciences de l'éducation face aux interrogations du public. Réponses et analyses sur quelques sujets d'actualité*, Genève, Université, numéro spécial des Cahiers de la section des sciences de l'éducation, 1996, p. 111-121.
 19. OCDE, *Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, Centre pour la recherche et pour l'innovation dans l'enseignement (CERI), 1992, 1993, 1995, 1996, 1997, 1998.
 20. OFS, *Les indicateurs de l'enseignement en Suisse*, Berne, 1995, p. 9-10.
 21. Jacques Hallak, Muriel Poisson, « Les pouvoirs publics en éducation : vers une légitimité renouvelée », Paris, Institut international de planification de l'éducation (IIPE), *Contribution de l'IIPE*, n° 25, 1996, p. 11-18.
 22. Siegfried Hanhart, Soledad Perez, « La contribution de l'économie de l'éducation à la légitimité des sciences de l'éducation », in: Rita Hofstetter, Bernard Schneuwly, *Raisons éducatives. Le pari des sciences de l'éducation*, Bruxelles, De Boeck université, 1998, p. 315-327.
-

RÉSUMÉS

L'incontournable évaluation des politiques éducatives devrait conduire les hommes politiques suisses à prendre en compte les indicateurs élaborés par les spécialistes, afin d'ajuster et de réorienter le système d'éducation et de formation. La conjoncture, notamment avec un chômage important de jeunes - mêmes diplômés -, devrait les inciter à porter toute leur attention à l'économie de l'éducation et à la formation d'évaluateurs

The indispensable assessment of educational policies should lead Swiss politicians to take into account the indicators setup by specialists in order to readjust and redirect the educational and training system. The present situation, and in particular the high rate of youth unemployment, even among degree holders, should encourage them to pay more attention to the role of the economy in education and to the training of assessors.

La imprescindible valoración de las políticas educativas debería llevar a los hombres políticos suizos a tener en cuenta los indicadores elaborados por especialistas, a fin de ajustarlos y de orientar el sistema educativo y de formación. La coyuntura, especialmente con un paro importante de los jóvenes - incluso con diplomas -, debería incitarlos a fijar su atención en la economía de la educación y en la formación de personas que se dedicarían a valorarla.

INDEX

Index géographique : Suisse

Mots-clés : économie de l'éducation, évaluation, politique éducative

AUTEUR

SIEGFRIED HANHART

Maître d'enseignement et de recherche, faculté de psychologie et des sciences de l'éducation,
université de Genève, Suisse